

COLLECTIFSANTÉ 2015



A la faveur de l'été, le Gouvernement coupe dans la santé mondiale

Paris, le 29 juillet 2015 - Le Collectif Santé 2015 avait interpellé François Hollande sur la politique de la France en matière de santé mondiale. Afin de lever certaines zones d'ombre du courrier de réponse, le Collectif a rencontré ses équipes en début de semaine. Si les discours se sont voulus rassurants, les coupes budgétaires pour la santé mondiale se confirment. La lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, et la santé des femmes et des enfants au Sahel seraient directement touchées. **La santé mondiale, une priorité de l'aide française au développement, vraiment ?**

La France amputera sa contribution pour 2015 au Fonds Mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de 40 millions d'euros. **Ces 40 millions de coupe s'ajoutent à une longue liste d'engagements annoncés mais non tenus :**

- 27,5 millions d'euros ne sont toujours pas décaissés pour Gavi, l'alliance des vaccins ;
- Plusieurs projets pour l'accès aux soins des enfants du Sahel ont été signés avec des Etats de la bande sahélienne mais la France cherche toujours comment les financer.
- L'initiative Muskoka (engagement financier pour les droits sexuels et reproductifs, la santé materno-infantile dont la lutte contre la sous-nutrition) va prendre fin en 2015 et ne sera pas renouvelée.

Sur un budget annuel total de 600 millions, cela représente près de 15% de coupes sèches.

Par ailleurs, le 10 juillet dernier, lors de conférence des donateurs à New York, la France a promis un effort supplémentaire de 150 millions pour combattre l'épidémie Ebola et soutenir la reconstruction des pays affectés : peut-on y croire, au vu des coupes successives et du non respect des engagements pris ?

Les 80 millions de coupe opérés sur 2015, montant infime au regard du budget de l'Etat, auront des répercussions bien réelles sur l'état de santé des populations les plus vulnérables. Nos organisations réfutent l'argument de politique de réduction budgétaire comme justification des coupes en matière de santé. Nous ne partageons pas non plus la stratégie d'une flexibilité des aides publiques en réaction à des situations spécifiques. Les fonds d'urgence existent pour cela.

Sous couvert d'économies à court terme, ce sont des dépenses plus importantes à venir et des vies qui sont en jeu. L'impact sur les populations avec lesquelles nous travaillons au quotidien sera, lui, clairement mesurable, dont notamment :

- 416 000 personnes atteintes de tuberculose n'auront pas accès aux traitements
- 875 000 enfants ne seront pas vaccinés
- 50 000 enfants ne seront pas traités contre la malnutrition
- 470 000 femmes n'auront pas accès à la planification familiale
- 100 000 personnes séropositives qui seront privées de traitement et de suivi médical

Par ailleurs, le ministère des affaires étrangères n'a toujours pas répondu aux sollicitations de notre Collectif, signe que la santé et le développement ne sont plus des préoccupations du Quai d'Orsay.

Nos organisations appellent le gouvernement à respecter les promesses faites aux pays et populations affectées et à maintenir un engagement financier à la hauteur de ces enjeux. Il en va de sa crédibilité

auprès des pays partenaires et sur la scène internationale mais également de son propre intérêt tant les questions sanitaires ne s'arrêtent pas aux frontières.

Contacts presse :

Pauline Pruvost – Global Health Advocates France ppruvost@ghadvocates 06 72 90 74 32

Notes aux rédactions :

- Le Collectif santé 2015 est composé d'Action contre la Faim, Equilibres & Populations, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis.
- Son mandat consiste à défendre la santé comme une priorité politique française et à s'assurer qu'elle soit adéquatement financée, en particulier lors des arbitrages budgétaires pour l'année 2016.
- Inquiet des annonces de diminution de crédits affectés à l'aide au développement (-7%), Le Collectif Santé 2015 avait interpellé en juin le Président de la République sur les coupes budgétaires en matière de santé mondiale et ont été reçu en début de semaine par l'Elysée.
- Les coupes concernées sont :
 - Les engagements Français pris au G8 de Muskoka pour la santé maternelle et infantile sont répartis entre :
 - Une dotation annuelle de 25 millions à un consortium onusien composé de l'UNICEF, du FNUAP, de l'OMS et d'ONU femmes. En 2015, la dotation sera réduite de 5 millions.
 - Une dotation de 48 millions annuels à l'AFD.
 - L'Initiative Santé Solidarité Sahel (I3S) ne sera pas financée par des fonds additionnels issus des financements innovants comme annoncé par Ministre délégué au développement lors du lancement de l'initiative. Les projets déjà engagés seront vraisemblablement financés par la dotation « muskoka » de l'AFD déjà contrainte.
 - La contribution 2014 à UNITAID a été réduite de 25 millions d'euros par rapport à 2013. C'est un mauvais signal lancé par le pays à l'origine de la création de ce mécanisme. Justifier cette coupe par le financement de projets contre la fièvre Ebola ne fait que mettre en compétition les malades.
 - 27,5 millions n'ont pas été décaissés sur la contribution 2011-2015 à Gavi. La France est pour le moment le seul Etat bailleur à ne pas avoir prévu le décaissement complet de sa contribution actuelle.
 - La contribution de la France en 2015 au Fonds Mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme sera de 320 millions en droits constatés contre une promesse présidentielle de 360 millions annuels.

	Promesses	Coupes 2014	Coupes 2015
UNITAID	110	25	Pas encore de contribution prévue
Gavi	100	NC	-27,5
Fonds Mondial	360	NC	-40
I3S	30	10,5	-10,5
Muskoka MAE	25	0	-5
Muskoka AFD	48	0	0
Total coupes 2015			-83